

Ô combien d'actions, combien d'exploits célèbres
Sont demeurés sans gloire au milieu des ténèbres.

Don Rodrigue (Acte IV - Scène 3)
Dans *Le Cid* de Pierre Corneille

De plus en plus entendu...

En dressant l'oreille, à droite ou à gauche, au café ou dans une réunion entre amis, on entend de plus en plus souvent un même reproche : notre pays souffre d'une bureaucratie mal contrôlée.

La Politique et les hommes politiques sont, en principe, voués à l'élaboration d'idées neuves et de solutions à des problèmes. C'est pour ce principe qu'on vote.

Les bonnes idées ne manquent pas : une fois élu, l'homme politique doit respecter ses engagements, en concrétisant ses propositions. Ce qui semble bloquer les changements, selon une majorité grandissante de nos compatriotes et concitoyens, c'est l'ensemble des infrastructures supposées réaliser ces changements.

On parle beaucoup du pouvoir politique. On parle trop peu du pouvoir bureaucratique. On parle trop peu de ce pouvoir de ne rien faire...

Contactez-nous  votre avis nous intéresse

CAP notre AVENIR capnotreavenir@live.fr
06.85.85.77.29
Association Loi 1901 capnotreavenir.blogg.org



Aïe !

« Aïe, Aïe, Aïe, mon
port'monnaie ! Il a les
reins cassés »

Et on n'peut plus l'raccomoder ! »

Tel est l'air désormais fredonné dans les couloirs de la CUD et de la Ville...

Après une première baisse de 1,5 milliards d'Euros en 2014, les dotations budgétaires versées par l'Etat aux Collectivités Territoriales baisseront de 11 milliards d'Euros à horizon 2017, à un rythme régulier de 3,7 milliards d'Euros par an.

Pour la CUD, l'impact de cette mesure correspond à une réduction de 16 M€ sur 4 ans à raison de 4,91 M€ en 2015, 4,8 M€ en 2016 et 4,8 M€ en 2017, sauf mauvaise surprise ultérieure (prévisible toutefois si la croissance et le chômage demeurent ce qu'ils sont).

La CUD est (ou devrait être) essentiellement un outil d'investissement

ces 91 M€, 46 M€ ont été affectés aux politiques liées aux Services Publics (politique de collecte et de traitement des déchets, assainissement de l'eau, transports, habitat, voirie...) et 15 M€ à la politique d'aménagement urbain et d'espaces publics centraux.

Quant au surplus, 30 M€, ils ont été affectés à des investissements dits « spécifiques » comme le réseau de télécommunications à haut débit, le bâtiment « *Halle aux sucres* », le bâtiment du FRAC, le Centre Européen de Loisirs et d'Accueil, le Laboratoire Central de Recherche Universitaire (IRENI), la participation au Théâtre Bateau Feu, la fourrière animale, la modernisation de la voie ferrée Calais/Dunkerque...

A la lecture de cet inventaire à la Prévert, vous penserez sans doute que certaines dépenses d'équipement auraient pu être aisément évitées... et que l'entretien de la voirie était beaucoup plus indispensable que les dépenses somptuaires volatilisées au FRAC ou à la Halle aux Sucres.

Mais cela, c'était avant et, avec les restrictions budgétaires, la part consacrée aux dépenses d'équipement devrait maintenant être en moyenne annuelle de l'ordre de 80 M€. Il faudra donc parer au plus pressé.

A la Ville, la situation est nettement plus grave car l'ancienne Majorité y a laissé les caisses vides après avoir accru les programmes d'investissements malgré une baisse continue de l'autofinancement. L'autofinancement est la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement comprenant en outre le remboursement des emprunts. Cette capacité d'autofinancement qui était de 13 103 912 € en 2011 a été ramenée à 8 032 646 € en 2012 et à 6 750 673 € en 2013. Elle sera, en 2014, de l'ordre de 1 868 592 € ! Tout commentaire est superflu. C'est le résultat des travaux à la piscine Asseman, au Théâtre, dans la Zone de la Licorne, à la Maison des Services Publics... et, aussi, aux Hôtels de Ville des Communes associés qui ont été refaits à neuf alors que la fusion avait théoriquement pour objectif de mutualiser les services et de réduire les dépenses !!!

Là encore, la priorité a été donnée aux investissements de prestige alors que la Ville Centre possède plus de 500 bâtiments dont 60 % ont été construits avant 1976, ce qui impose des programmes de maintenance et de mises aux normes. Environ 150 bâtiments présentent, en outre, des difficultés pour l'accès aux personnes handicapées. Là encore, la politique de la poudre aux yeux a prévalu. Non seulement la Ville va perdre environ 3,8 M€ de dotations mais elle aura, au surplus, à envisager des dépenses exceptionnelles comme celles afférentes à la réforme des rythmes scolaires.

Haut les cœurs !

Guy LECLUSE

L'avenir des centres-villes

L'ESSENTIEL est lisible dans le mot ville : c'est bien de « VIE » qu'il est question lorsqu'on évalue la qualité d'une ville.



A propos d'une ville, quelle qu'elle soit, le meilleur compliment n'est-il pas de dire qu'elle est « vivante » et, à l'inverse, le pire reproche, qu'elle est « morte » ? Et c'est principalement de son « centre-ville » qu'on parle pour apprécier l'attractivité d'une cité.

On dirait bien que cette notion de centre-ville évolue vers... de nombreuses incertitudes. C'est toute la France qui est concernée, du village à la métropole. On le voit bien : de Dunkerque à Marseille, nos villes, nos villages se meurent. Et, si tel est le phénomène, il importe de savoir ce qui les tue ou, tout au moins, les rend malades.

INDUBITABLEMENT, c'est le commerce associé, dans la proximité géographique, à des activités culturelles qui fait un centre-ville. C'est une invention humaine qui s'appelait, dans la Grèce Antique, « AGORA » et, dans la Rome Impériale, « FORUM ».

Quel puissant virus peut donc ainsi avoir tué, tuer encore, ou affaiblir, nos agoras et autres forums contemporains hérités d'un modèle plusieurs fois millénaire ?

La modernité, qui croit - aveuglément et abusivement - au progrès a inventé les « supermarchés ». De vastes surfaces commerciales, a priori alimentaires, qui, pour des raisons d'efficacité et (surtout) de rentabilité, n'ont pas tardé à s'extérioriser pour devenir, assez rapidement, des « hypermarchés ». Tout cela, bien entendu, vendu politiquement comme un bienfait pour le « chaland » (autrement dit le client) qui est devenu, conséquemment, un « consommateur ».

De la consommation on est vite passé à la surconsommation. Et de la surconsommation on a rapidement dérivé vers le superflu.

Deux notions relativement récentes sont à retenir : celle d'abord de « l'obsolescence programmée » et celle ensuite du « consommable » (ex bien de consommation). Des mots (affreux) pour désigner une effroyable folie du gaspillage et une terrifiante industrie du déchet. Des mots humains pour autant de maux contre lesquels notre planète commence d'ailleurs à se révolter ! Des mots qui risquent de nous coûter cher !

Ces grandes surfaces, vecteurs de sur-production, destructrices des centres-villes, sont d'ailleurs sur le point de disparaître elles mêmes au profit d'un nouveau mode d'échange commercial probablement encore plus ravageur : « l'achat en ligne », dernier avatar du dieu de l'argent. Le Veau d'or de la Bible...

Combinés à une politique d'urbanisme inadaptée et à des dépenses publiques incohérentes, ces dangers économiques contribuent à déshumaniser nos cités. Jadis animées, celles-ci deviennent - lentement mais sûrement - tristes comme des mouiroirs.

C'est de plus en plus admis : ce phénomène est également lié à l'émergence des mégapoles qui vampirisent les provinces. Le débat s'annonce complexe pour déterminer qui de l'oeuf ou de la poule est le premier. Mais le débat s'avère nécessaire pour peu qu'on veuille admettre les constats et pour peu qu'on veuille changer les choses. Pour les améliorer...

Rien n'étant inéluctable dans la société humaine, on peut - et on doit - agir contre ces dérives, par tous les moyens possibles et imaginables, dans le respect de l'Etat de Droit, mais avec l'énergie et le courage d'un révolutionnaire. Il y va de la survie de notre environnement quotidien. Il y va de la viabilité de notre avenir. Radieux ou sinistre...

Et Dunkerque dans tout ça ?

On ne peut prétendre faire de la politique localement sans se préoccuper de l'évolution du centre-ville, en considérant toutefois comme primordial d'évoquer le centre-ville de la « ville centre » de l'agglomération communautaire (CUD), à savoir Dunkerque. Intra-muros. Ce choix n'excluant pas un autre débat (ultérieur) pour les communes périphériques...

Difficile de prétendre que notre centre-ville est attractif. Le constat est irréfutable : les cellules commerciales vides sont presque au touche-touche. Pour une éventuelle explication politique on peut déjà signaler à propos du centre-ville qu'il est difficile d'y accéder (nombreuses voies rétrécies), difficile et coûteux d'y stationner (nombreuses places supprimées)

On peut imaginer que le précédent exécutif, sous l'autorité durable d'Hégémon (MD I, MD II, MD III, MD IV), préparait, avec son projet ARENA, l'extension des grandes surfaces périphériques. On peut soupçonner le favoritisme pour la grande distribution. On peut s'étonner de ces complications imposées pour le commerce « de proximité », tellement proche qu'on ne peut plus s'en approcher !

Mais ça, c'était avant !

A la nouvelle municipalité, forte d'un maire également président de la communauté urbaine, de faire des choix en faveur d'un centre-ville, en bon état, propre, accessible...

A son actif, incontestablement, le courage du renoncement (quand on sait ce qu'il coûte à la collectivité) au projet ARENA. Ce n'est certes pas en huit mois qu'on peut inverser la tendance au déclin mais il importe de donner des signaux forts d'aménagements urbains propices à une renaissance.

Selon nous, la ville doit se concentrer, surtout pas se disperser. Cette préférence vise tout autant les commerces que les autres activités, municipales ou para municipales. Ne jamais ignorer qu'une distance est différemment appréciée selon la ville où l'on se trouve. 500 mètres à Paris peuvent valoir - psychologiquement - le triple ou le quadruple dans une ville de province !

Nous ne croyons pas aux miracles. Nous croyons au bon sens et à la capacité des citoyens de cœur à faire de leur ville un endroit agréable à vivre et attirant. Nous croyons à la force de la volonté politique, fût-elle locale face à un problème mondial. Nous croyons aux résultats possibles...